

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles technique et Environnement sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 21/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Installation n°66.1418

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERE COLAS MIDI-MED-RIUTES

Roca de Riutes
66760 LATOUR DE CAROL

Références : 2022-112-PR/EX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement CARRIERE COLAS MIDI-MED-RIUTES implanté Roca de Riutes 66760 LATOUR DE CAROL. L'inspection a été annoncée le 06/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans (dernière visite le 2/07/2019).

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont l'action nationale sur la gestion des déchets résultant de l'exploitation et la vérification des correctifs apportés aux 7 non-conformités constatées lors de la visite d'inspection de 2019.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté préfectoral du 19/11/2010 modifié par l'arrêté préfectoral du 21/04/2022 et l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE COLAS MIDI-MED-RIUTES
- Roca de Riutes 66760 LATOUR DE CAROL
- Code AIOT dans GUN : 0006601418
- Régime : Autorisation

Cette carrière a été autorisée initialement par l'arrêté préfectoral du 24 octobre 1973.

Cette autorisation a été renouvelée :

- pour une durée de 20 ans par l'arrêté du 23 mars 1984.
- puis pour une durée de 10 ans par l'arrêté du 24 janvier 2005.

Cette autorisation a été étendue par arrêté préfectoral du 19 novembre 2010, pour une durée de 30 ans.

Ce dernier arrêté constitue l'acte administratif de référence.

La modification du mode d'exploitation et du phasage a nécessité un arrêté préfectoral complémentaire en date du 21 avril 2021.

Cette carrière porte sur une surface totale de 9,52 ha, une durée d'exploitation de 30 ans (soit jusqu'en 2040) et une production maximale annuelle de 250.000 tonnes.

Depuis le 1 janvier 2021 la dénomination et le siège social ont évolué au profit de COLAS FRANCE (1 rue du Colonel Pierre AVIA 75015 PARIS)

L'installation comprend les activités suivantes soumise relevant du régime de l'enregistrement :

- broyage, concassage criblage pour une puissance de 1250 kW
- station de transit de minéraux de > 10000 m2

Extraction du gisement

L'extraction est réalisée hors d'eau à l'aide d'une pelle hydraulique et de tombereaux après abattage des matériaux à l'explosif (les tirs de mines sont effectués par une société spécialisée).

Six à sept tirs de mines sont pratiqués chaque année, aucun explosif n'est stocké sur le site.

La stabilité du massif rocheux a été vérifiée après une analyse structurale simplifiée, les coefficients de sécurité ont été calculés pour les mécanismes d'instabilité mis en jeu.

Traitement de matériaux et évacuation des matériaux

Les matériaux extraits sont transportés vers les installations de concassage-criblage implantées sur le site, pour fabriquer les différents granulats destinés à la vente puis stockés sur l'aire existante des installations de concassage-criblage et évacués par camions.

Les produits finis sont utilisés notamment les enrobés et les corps de chaussée.

Très peu de stériles sont générés par sur le site. Ceux produits sur la carrière sont traités et lavés sur l'installation voisine de Ques pour être valorisé en totalité en sable et gravillon. Un grande quantité de sable est vendu à la société Areny.

Le rayon d'achalandage est d'environ 50km. Les lieux de livraison correspondent notamment aux secteurs suivants : en France : Mont-Louis et Bourg-Madame ; en Andorre : le Pas de la Case, et en Espagne, Puigcerda.

L'extraction de cette installation a diminué de 200 000 à 70 000 tonnes (valeurs moyennes établies sur plusieurs années).

Destination de la production :

- 85 % pour Colas (enrobés chaud et froid, corps de chaussée)
- 15 % de granulats pour les entreprises du BTP et/ou aux négociants.

Production de la carrière des 3 dernières années

2019 : 64236 t (64841 t avec les stériles)

2020 : 61337 t (62824 t avec stériles)

2021 : 80715 t (81655 t avec stériles)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale sur la gestion des déchets résultant de l'exploitation (PGD)
- Récolement des coorrectifs apportés aux écarts constatés lors de la visite d'inspection du 2 juillet 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
Plan d'exploitation (Inspection 2019 - NC2)	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.3	"susceptible de suites administratives"	Mise en demeure, respect de prescription
Extraction (Inspection 2019 - NC3)	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.7.4	"susceptible de suites administratives"/	Mise en demeure, respect de prescription
Purge (Inspection de 2019 - NC4)	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.7.4	"susceptible de suites administratives"	Mise en demeure, respect de prescription
Aménagement (Inspection 2019 - NC6)	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.7.4	"susceptible de suites administratives"	Mise en demeure, respect de prescription
Décapage - découverte	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 10.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Corrections à apporter
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	Compléter les zones de stockage et caractériser tous les déchets
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Suivi des quantités et qualité des déchets stockés
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, articles 11.5 et 16 bis	Réaliser un plan topographique des stockages
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Caractériser et quantifier la quantité totale de tous les déchets
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Décrire les modalités d'élimination ou de valorisation
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Préciser les effets de la verse à stérile et du stockage de décapage
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Préciser le contrôle et la surveillance de la verse à stérile et du stockage de décapage
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Définir le plan de remise en état de tous les lieux de stockage
Audit triennal (Inspection 2019 - NC1)	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.5	Compléter l'audit par un récolement vis-à-vis de l'AMPG du 22/09/1994

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Phasage (Inspection de 2019 - NC5)	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.7.5
Bilan annuel (Inspection 2019 - NC7)	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de la visite il a été noté que les terres de décapage étaient évacuées de la carrière pour la remise en état de l'ISDI de Quès (Colas). Ceci n'est pas conforme aux arrêtés préfectoral et ministériel qui encadrent l'activité de la carrière.

Concernant le résultat de la visite, il a été relevé :

5 faits non-conformes nécessitant des suites

- 1 non-conformité concerne l'évacuation des terres de décapage hors du site alors que celles-ci doivent être utilisées pour la remise en état de la carrière,
- 1 non-conformité concerne un écart relatif à la géométrie des fronts suite à un tir de mine constaté par l'inspection lors de la visite d'inspection du 2 juillet 2019, que l'exploitant n'a que partiellement corrigé et qui reste non conforme, 3 années après le précédent contrôle.
- 1 non-conformité concerne un écart relatif à l'aménagement de la carrière (largeur des banquettes), constaté par l'inspection lors de la visite d'inspection du 2 juillet 2019, que l'exploitant n'a pas été corrigé et qui reste non conforme, 3 années après le précédent contrôle.
- 1 non-conformité concerne un écart relatif au contenu du plan d'exploitation, constaté par l'inspection lors de la visite d'inspection du 2 juillet 2019, que l'exploitant n'a que partiellement corrigé et qui reste non conforme, 3 années après le précédent contrôle.
- 1 non-conformité concerne un écart relatif à la surveillance des fronts, constaté par l'inspection lors de la visite d'inspection du 2 juillet 2019, que l'exploitant n'a que partiellement corrigé et qui reste non conforme 3 années après le précédent contrôle.

Ces faits non-conformes relevés engagent la sécurité ou présentent un risque important pour la protection de l'environnement, ils ne peuvent pas être ou n'ont pas été mis en conformité rapidement et conduisent l'inspection à proposer au préfet de faire application des dispositions du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

9 faits susceptibles de suites

Ces faits susceptibles de suites qui n'engagent pas la sécurité, qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 60 jours pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à corriger dans les meilleurs délais, les écarts constatés susceptibles de mise en demeure ou de sanction.

2-4) Fiches de constats

Voir ci-après les fiches de constats dans les paragraphes 2-4-1), 2-4-2) et 2-4-3)

2-4-1) Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A – vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5

Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A

Prescription contrôlée :

En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.

Constats :

Exploitation actuelle (sans zone de stockage) :

Il n'y a pas dans l'exploitation actuelle, de stockage de stériles sur la carrière ;

Les déchets sortant du site de la carrière sont :

- les terres « végétales » de décapage évacuées du site et réutilisées pour le réaménagement de l'ISDI de Quès appartenant à Colas (voir point de contrôle "Décapage - découverte")
- les stériles d'exploitation acheminés sur l'installation de traitement de Quès afin d'être totalement valorisés en sable et gravillons

A l'issue de leur revalorisation sur l'installation de traitement de minéraux (stériles) et l'ISDI (terres végétales) de QUES ne subsiste que les boues de lavage qui sont éliminées dans l'ISDI.

Exploitation passée :

Il subsiste une verse à stérile adossée aux fronts nord-ouest (depuis une dizaine d'années). L'exploitant indique qu'aujourd'hui ces matériaux sont progressivement valorisés dans l'installation de traitement de Ques et que l'objectif final est de supprimer cette verse. L'exploitant ne peut fournir le volume de cette verse et ne l'a pas identifiée comme zone de stockage.



Aucune instabilité ou mouvement de la verse ne sont visibles ou suspectés sur cette ancienne verse. L'inspection n'a permis de diagnostiquer un potentiel risque de perte d'intégrité de la zone de stockage suggérant que l'installation relève de la catégorie A, au sens de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, nécessitant l'étude prévue à l'art. 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : L'installation comprend une verse à stérile non identifiée dans le PGD. Le contrôle visuel n'indique ni instabilité, ni ravinements dus aux écoulements, ni glissements, ni éboulement de masse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Phasage (Inspection de 2019 - NC5)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.7.5
Thème(s) : Situation administrative, phasage
Prescription contrôlée : <u>Référentiel : Article 8.1.7.5 AP 19/11/10</u> Le phasage respectera les modalités précisées dans le dossier de demande et les plans de phasage des travaux annexés au présent arrêté. En cas de modification l'exploitant devra au préalable demander l'accord du Préfet conformément à l'article 1.6.1 ci-dessus. Les principales données du phasage d'exploitation sont reprises ci-après : 1ère phase quinquennale (19/11/2010 → 19/11/2015): <ul style="list-style-type: none">• Finalisation des travaux de mise en sécurité des fronts à l'est de l'exploitation.• Déplacement de l'exploitation au nord-ouest, depuis le sommet (cote 1425 m NGF) jusqu'au niveau 1390m NGF.• L'exploitation de la cornéenne à l'est s'effectue depuis le carreau 1295 en arrière des bassins de collecte d'eau. Remise en état des gradins : <ul style="list-style-type: none">• 1385, 1370, 1355, 1340, 1325 à l'est,• 1425, 1415, 1405 à l'ouest 2ème phase quinquennale (19/11/2015 → 19/11/2020): <ul style="list-style-type: none">• L'exploitation ouest se poursuit jusqu'à la cote 1375 m NGF.• L'exploitation de la cornéenne se poursuit depuis le carreau 1295 en arrière des bassins de collecte d'eau. Suivi de la remise en état des gradins : <ul style="list-style-type: none">• 1385, 1370, 1355, 1340, 1325 à l'est,• 1425, 1415, 1405 à l'ouest.• Remise en état du gradin 1390 à l'ouest. <u>Écart à corriger suite à l'inspection du 2/07/2019 :</u> Le phasage d'exploitation doit être respecté. En cas de modification l'exploitant doit au préalable demander l'accord du Préfet conformément à l'article 1.6.1 de l'AP du 19/11/2010 (Le phasage d'exploitation n'est pas respecté. En particulier l'exploitation au nord-ouest, depuis le sommet (cote 1425 m NGF) jusqu'au niveau 1390 m NGF prévue lors de la phase précédente (2010 → 2015) n'a pas été réalisée).
Constats : Le Porté à connaissance a été adressé en 2020 et l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE 2022111-0001 du 21/04/2022 a acté des modifications d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan annuel (Inspection 2019 - PC7)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.4
Thème(s) : Situation administrative, Bilan
Prescription contrôlée : <u>Référentiel : Article 9.3.4</u> L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">• une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ;• un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière ;• un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ;• tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;• la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ;• le plan d'exploitation et de remise en état. <u>Écart à corriger suite à la visite du 2/07/2019 :</u> Le bilan annuel, qui peut reprendre les informations GERP mais être complétées avec les éléments mentionnés à l'article 9.3.4 doit être adressé annuellement à l'inspection, au plus tard le 1er avril de chaque année.
Constats : Le bilan 2018 a été transmis en octobre 2019. Le bilan 2021 du 16/03/2022 et le plan d'exploitation reprennent l'ensemble des points visés à l'article 9.3.4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

2-4-2) Fiches de constats susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none">- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets daté du 18 mai 2022 identifie les déchets d'extraction :</p> <ul style="list-style-type: none">- code 01 04 12 : Boues de lavage des matériaux traitées à Ques- code 01 01 02 : Terres de décapage utilisée pour le réaménagement de l'ISDI de QUES <p>Ces déchets font partie de la liste de déchets inertes dispensés de caractérisation (circulaire du 22/08/2011).</p> <p>Le PGD n'indique pas la zone de stockage de déchets sur la carrière et ne caractérise pas les matériaux.</p>



Il est à noter que la terre de décapage déchet identifié 01 01 02, ne doit pas sortir du site puisque l'article 10.1 « Technique de décapage » de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/09/1994, précise : « *Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.* » (voir point de contrôle "décapage et découverte")

Justifications à produire par l'exploitant :

L'exploitant doit compléter le PGD afin de préciser l'endroit choisi et utilisé pour déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, pendant une période supérieure à trois ans ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

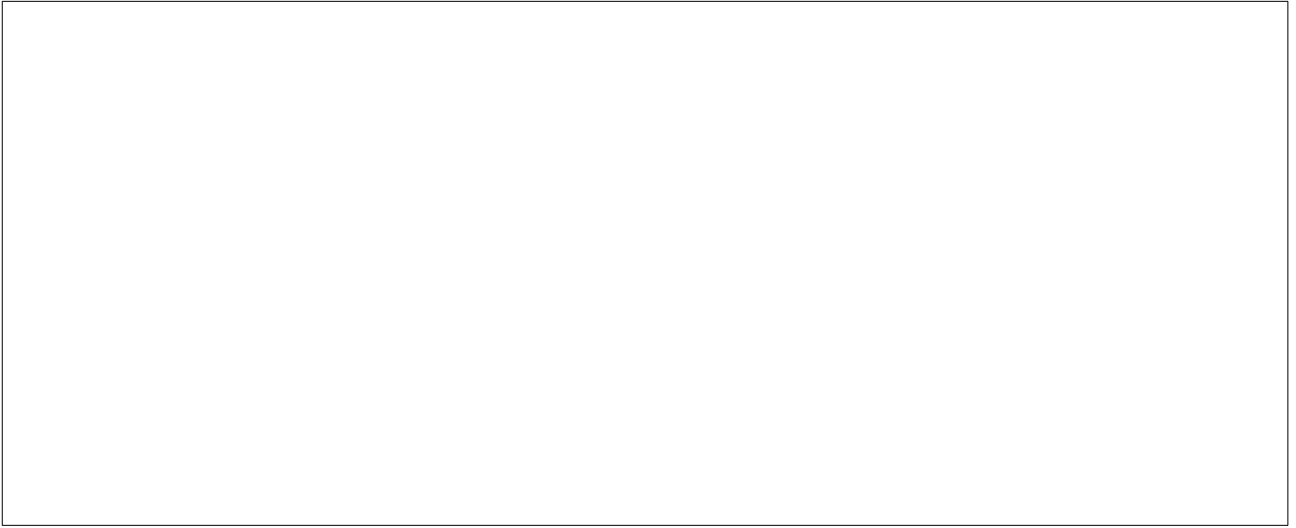
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas de connaissance des quantités et qualités des matériaux dans la verse de la carrière.</p> <p>L'exploitant indique les quantités de boues (code 01 04 12) annuelles générées sur le site de traitement de minéraux de Ques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 135 t issues du curage du bassin de décantation - 600 t issues du process de lavage envoyé directement par canalisation à l'ISDI. <p>L'exploitant ne dispose d'aucun registre indiquant les volumes des terres de décapage (code 01 01 02) destinées à la remise en état du site.</p> <p><u>Justifications à produire par l'exploitant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant doit identifier les matériaux de la verse à stérile (critères fixés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22/09/1994). - l'exploitant doit disposer d'un registre de suivi des qualité et caractéristique des déchets stockés.
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Réponse de l'exploitant :</p>

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<p>Prescription contrôlée : Référentiel de contrôle : article 11.5 de l'APMG du 22/09/1994 L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. Référentiel de contrôle : article 16 bis de l'APMG du 22/09/1994 Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</p>
<p>Constats : L'implantation de la verse à stérile n'est pas précisée dans le plan de gestion des déchets.</p> <p>Les terres de décapage sont sorties de la carrière pour la remise en état de l'ISDI de Quès. Les terres de décapage ne doivent pas être évacuées de la carrière conformément à - l'article 10.1 « Technique de décapage » de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/09/1994 - l'article 8.1.7.3 « Décapage - découverte » de l'arrêté préfectoral n°2010323-0005 du 19 novembre 2010 ; il convient également de définir leurs lieux de stockages.</p> <p>L'inspection constate que les boues sont mises en ISDI (ISDI de Ques appartenant à Colas) comme indiqué dans le PGD.</p> <p>Il n'y a pas de plan topographique des zones de stockages.</p> <p><u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> <u>L'exploitant doit préciser dans son plan de gestion des déchets :</u> - <u>le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets,</u> - <u>la localisation de la verse à stérile,</u> L'exploitant doit disposer d'un plan topographique localisant les zones de stockage</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :



Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le plan de gestion des déchets identifie les déchets d'extraction et les quantités (page 9 du PGD) : <ul style="list-style-type: none">- code 01 04 12 : Boues de lavage des matériaux traitées à Ques (600 t/an)- code 01 01 02 : Terres de décapage utilisée pour le réaménagement de l'ISDI de QUES (3700 m3) Le plan de gestion n'identifie pas la verse à stérile et ne caractérise pas les matériaux qui la constitue. Le plan de gestion précise une quantité de boues annuelle mais pas sur la totalité de la période d'exploitation. La production estimée de boue 135t+600t (735t/an) est différente de celle annoncée au PGD de 600t/an. L'absence de registre ne permet pas de connaître la quantité de des terres de décapage générée. <u>Justifications à produire par l'exploitation :</u> L'exploitation doit justifier de : <ul style="list-style-type: none">- la prise en compte de la verse à stérile (identification et quantité) dans son plan de gestion des déchets- la quantité de boues attendue sur la durée totale d'exploitation.- la cohérence entre le PGD et le registre de suivi desdits déchets
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : L’inspection constate que les boues sont mises en ISDI (ISDI de Ques appartenant à Colas) comme indiqué dans le PGD. L’implantation de la verse à stérile n’est pas précisée dans le plan de gestion des déchets. Les terres de décapage sont sorties de la carrière pour la remise en état de l’ISDI de Quès. Les terres de décapage ne doivent pas être évacuées de la carrière conformément à - l'article 10.1 « Technique de décapage » de l’arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/09/1994 - l'article 8.1.7.3 « Décapage - découverte » de l’arrêté préfectoral n°2010323-0005 du 19 novembre 2010 ; il convient également de définir leurs lieux de stockages. <u>Justifications à produire par l’exploitant :</u> L’exploitant doit préciser dans son plan de gestion des déchets : - le lieu d’implantation envisagé pour l’installation de gestion des déchets
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : L'inspection constate que les boues sont mises en ISDI (ISDI de Ques appartenant à Colas) comme indiqué dans le PGD. L'implantation de la verse à stérile n'est pas précisée dans le plan de gestion des déchets. Les terres de décapage sont sorties de la carrière pour la remise en état de l'ISDI de Quès. Les terres de décapage ne doivent pas être évacuées de la carrière conformément à - l'article 10.1 « Technique de décapage » de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/09/1994 - l'article 8.1.7.3 « Décapage - découverte » de l'arrêté préfectoral n°2010323-0005 du 19 novembre 2010 ; il convient également de définir leurs lieux de stockages. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit décrire dans son plan de gestion des déchets les modalités de réutilisation des terres de décapage conforme aux articles cités ci-dessus (quantification, mouvement, zone de stockage provisoire, etc...)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Concernant l'élimination des boues, celles-ci sont éliminées dans le fond de l'ISDI, avec aucun risque identifié pour le sol (boue de même nature que le fond géotechnique), les poussières (boue humide) et la santé. La description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement n'est pas précisée pour les matériaux de la verse à stériles. Concernant le dépôt des terres de décapage la description de la manière dont il peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement sont précisées. Il apparaît que les effets attendus et les mesures de prévention prises sont identifiés sur l'ISDI de Ques (Colas), alors que ces matériaux ont comme vocation la remise en état de la carrière. En conséquence l'exploitant doit décrire la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement quant aux stériles présents sur la verse et les terres de décapage devant uniquement servir à la remise en état du site. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> Le plan de gestion de l'exploitant doit contenir pour l'ensemble des déchets, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le plan de gestion des déchets (PGD) présente les procédures de contrôle et de surveillance pour le stockage des boues (page 11). Les procédures de contrôle et surveillance sont celles liées à la gestion de l'ISDI. Le PGD ne précise pas les procédures de contrôle et de surveillance proposées, pour : - les matériaux de la verse à stérile , -les terres de décapage qui doivent rester en totalité sur le site. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> Le PGD doit être complété des procédures de contrôle et surveillance pour les déchets de la verse à stériles et la totalité des terres de décapage destinées à la remise en état du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : <u>Pour les boues de lavage :</u> Elles sont stockées dans l'ISDI de Ques (COLAS) qui comprend son propre plan de remise en état. <u>Pour la verse à stériles :</u> La verse n'est pas identifiée dans le PGD et sa remise en état n'est pas évoquée. L'exploitant précise qu'il envisage de supprimer la verse à stérile en valorisation la totalité de ces stériles dans son installation de traitement de Ques. Aucune planification de cette suppression n'est définie au jour de la visite. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit préciser pour chaque zone de la carrière dédiée au stockage des déchets un plan de remise en état.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Audit triennal (Inspection 2019 - NC1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.5
Thème(s) : Situation administrative, Audit
Prescription contrôlée : <u>Référentiel : Article 9.3.5 AP 19/11/10 :</u> Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. [...] <u>Ecart à corriger suite à l'inspection 02/07/2019 :</u> Compte tenu des écarts entre l'appréciation de l'auditeur et le constat de l'inspection, l'inspection demande que la prochaine vérification du respect des prescriptions de l'AP soit effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant, choisi après accord de l'inspection, dans un délai de 1 an, conformément aux dispositions prévues par l'article 9.3.5 Le résultat de cet Audit doit être transmis à l'inspection, accompagné, en cas de constat d'écart à la réglementation, d'un plan de mise en conformité, comprenant les délais de réalisation. Il est par ailleurs confirmé que l'audit doit également porter sur les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables au site.
Constats : L'exploitant présente l'audit AGOX « phase 2 » audit du 1 avril 2021. L'audit ne concerne que l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2010 et ne reprend pas l'arrêté ministériel de prescriptions générales comme précisé par l'inspection des installations classées lors de la visite du 2/07/2019. L'audit du 1 avril 2021 présenté ne présente pas les évolutions de la conformité de l'installation par rapport à l'audit provisoire établi les 27 et 28 janvier 2020. Ledit audit ne comprend pas une synthèse/conclusion reprenant les écarts constatés. L'exploitant présente son plan de mise en conformité datant de 2021. L'absence de récolement vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, l'absence de synthèse de l'audit et l'absence de plan de mise en conformité de l'exploitant à jour ne permettent pas à l'inspection de connaître avec précision le jour de l'inspection l'état de conformité de l'installation. L'exploitant indique qu'il a corrigé des écarts depuis 2021 et propose à l'inspection de transmettre son plan de mise en conformité à jour. <u>Justifications à apporter par l'exploitant :</u> L'exploitant doit compléter son audit par le récolement de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière, comme déjà précisé lors de l'inspection du 02/07/2019 L'exploitant doit transmettre le plan de mise en conformité correspondant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

2-4-3) Fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation (Inspection 2019 - NC2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.3
Thème(s) : Situation administrative, plans
Prescription contrôlée : <u>Référentiel : Article 9.3.3 AP 19/11/10</u> Il est établi un plan d'exploitation et de remise en état orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sera mentionné : -les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 m, -le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée), -les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc...). Ce plan sera mis à jour tous les ans au 31 décembre. Cette mise à jour concernera : -l'emprise des infrastructures (installations - pistes - stocks ...), -les surfaces défrichées à l'avancement, -le positionnement des fronts, -l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état ...), -l'emprise des zones remises en état, -les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs. <u>Écart à corriger suite à l'inspection du 02/07/2019 :</u> Le plan d'exploitation et de remise en état doit être complété afin de comprendre l'ensemble des indications prévues par l'article 9.3.3 (abord de la carrière dans un rayon de 200m, positionnement des bornes, surfaces défrichées, du positionnement des chantiers, des zones remises en état...).
Constats : L'exploitant présente un plan d'exploitation daté du 22/04/2022. Ce plan comprend : - la limite d'exploitation, - les abords dans un rayon de 200 m, - les bornes périphériques, - les fronts, les pistes d'exploitation, les installations, locaux, bassins, réseau pluvial et exutoire exécutoire , - la zone d'exploitation 2021, - cote d'altitude, les courbes de niveau Les emprises des zones remises en état ne comportent pas de légende. L'emprise de la(les) zone(s) exploitée(s) n'est pas clairement identifiable sur le plan. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> Le plan d'exploitation doit être complété quand à l'identification des zones remises en état et à la zone en cours d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Réponse de l'exploitant :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, glissement
<p>Prescription contrôlée : Référentiel : Article 8.1.7.4 AP 19/11/10 [...] Les conditions et la géométrie de l'exploitation doivent respecter les dispositions qui ressortent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'étude de stabilité des talus note technique n° 20-66-133-2005/20-163/0002-210 de novembre 2006, • l'étude de risques stabilité rocheuse des fronts de taille rapport n° 20-66-018-2010/20-020-210 réalisées par le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Toulouse • le rapport de mise en sécurité réalisé par Roussillon Agrégats. <p>Le respect de ces dispositions devra pouvoir être justifié par l'exploitant.[...]</p> <p><u>Écarts à corriger suite à l'inspection du 2/07/2019 :</u> Une mesure compensatoire doit être mise en place pour prendre en compte le glissement limitant la largeur du gradin. Plus généralement le respect des conditions d'exploitation et de la géométrie de la carrière prévue dans les études mentionnées à l'article 8.1.7.4. doit pouvoir être justifié (par exemple sur la base de profil en long).</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis le plan de mise en conformité le 7 octobre 2019 : <i>« Un piège à cailloux, constitué par un merlon destiné à piéger les matériaux se décrochant des fronts supérieurs, a été réalisé en pied du glissoir sur le gradin 1325. Une barrière type HERAS posée en en bordure du merlon empêche l'accès au personnel dans le piège à cailloux. (voir photos en annexe 2) La continuité de circulation sur le gradin 1340 étant interrompue par le glissement survenu lors d'un tir, un accès à ce gradin sera créé par sa partie sud. Le profil en travers en annexe 3. établi à partir du dernier relevé topographique, permet de vérifier que l'exploitation respecte la géométrie prévue à l'article 8.1.7.4 de l'AP. »</i></p> <p>L'inspection constate à nouveau le glissement limitant la largeur du gradin « 1340 », intervenu suite à un tir de mine, réduisant ponctuellement la largeur de la banquette. L'inspection constate que les mesures et les compensations prévues par l'exploitation ont été mises en œuvre à l'exception de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la continuité du gradin 1340 qui est toujours interrompue. L'exploitant n'a pas réalisé un accès par partie sud par accéder au gradin dans sa partie sud comme proposé en mesure compensatoire suite à la visite du 02/07/2019, - l'exploitant a fourni un profil en travers « n°3 » réalisés le 11/2018 afin de justifier du profil d'exploitation. Celui-ci n'étant pas référencé en plan il est impossible pour l'inspection de le localiser sur la carrière. <p>L'exploitant précise qu'il dispose d'un plan de localisation du profil « 3 » et dispose de 3 profils en travers au total qui vont être transmis à l'inspection.</p> <p><u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit justifier du respect des dispositions de l'article 8.1.7.4 AP 19/11/10 et notamment les conditions et la géométrie de l'exploitation doivent respecter les dispositions qui ressortent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'étude de stabilité des talus note technique n° 20-66-133-2005/20-163/0002-210 de novembre 2006 - l'étude de risques stabilité rocheuse des fronts de taille rapport n° 20-66-018-2010/20-020-210 réalisées par le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Toulouse - le rapport de mise en sécurité réalisé par Roussillon Agrégats. <p>L'exploitant mettra en place des mesures compensatoires si nécessaire.</p>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Purge (Inspection de 2019 - NC4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, purges
Prescription contrôlée : <u>Référentiel :</u> Article 8.1.7.4 AP 19/11/10 [...] Le front de taille sera régulièrement visité, au moins une fois par semaine, et après chaque tir de mines. Il sera purgé en tant que de besoin. Les modalités de réalisation des opérations de purge seront précisées dans une consigne.[...]
<u>Écarts à corriger suite à l'inspection du 02/07/2019 :</u> Les dispositions de l'article 8.1.7.4 concernant la surveillance des fronts doivent être respectées strictement (Les fronts ne font pas l'objet d'une visite régulière. Il existe une consigne pour la réalisation des gradins mais les modalités de surveillance des fronts n'y sont pas précisées).
Constats : L'exploitant présente la consigne IE15 Indice D du 12/02/2021, consigne relative à la visite et à la purge du front de taille. La consigne précise la périodicité des visites ; après chaque tir ou une fois par semaine (partie exploitées) gradins non exploités ou réaménagés (en début de campagne ou avant intervention). Dans les faits, le chef de carrière précise qu'il réalise une visite seulement après un tir. L'exploitant ne peut pas présenter un suivi des visites et purges.
<u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit pouvoir justifier des visites et purges des fronts de taille selon les périodicités définies conformément aux dispositions de l'article 8.1.7.4 de l'AP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Aménagement (Inspection 2019 - NC6)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.76
Thème(s) : Risques chroniques, aménagement
<p>Prescription contrôlée : <u>Référentiel : Article 8.1.76 AP 19/11/10</u> Les pistes devront être conformes au Règlement Général des Industries Extractives (RGIE titre véhicules sur piste). En particulier aucune piste ne devra comporter de pente supérieure à 20 %. La distance entre les bords d'une piste et un talus doit être supérieure à 2m. Si cette distance est inférieure à 5 m la piste sera bordée par un dispositif difficilement franchissable. Une attention particulière sera portée à la circulation des piétons le long des pistes. Article 8.1.74 AP 19/11/10 Les banquettes d'extraction sur lesquelles les engins doivent circuler ont une largeur supérieure à 10m. Cette largeur est ramenée à 6,5 m minimum en fin d'exploitation. Un merlon de protection est mis en place au bord du gradin conformément aux dispositions du RGIE.</p> <p><u>Écart à corriger suite à l'inspection du 02/07/2019 :</u> Les dispositions des articles 8.1.76 et 8.71.4 concernant notamment la pente des pistes, les dispositifs de protection en bordure des pistes et la largeur des pistes doivent être respectés (La piste d'accès au gradin en exploitation présente une pente important sans signalement. Le merlon de protection apparaît insuffisant sur certaines portions de piste. L'exploitant indique que les banquettes sur lesquelles les engins doivent circuler n'ont pas toutes une largeur supérieure à 10 m).</p> <p>Constats : L'inspection a constaté la présence d'un panneau « danger pente >10 %.</p> <div data-bbox="202 911 695 1314" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="740 911 1287 1319" data-label="Image"> </div> <p>Les merlons constatés lors de l'inspection ont été renforcés de manière à atteindre une hauteur minimale égale au rayon de la roue du plus gros engin. L'exploitant indique que les banquettes sur lesquelles les engins doivent circuler n'ont pas toutes une largeur supérieure à 10 m.</p> <p><u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit justifier que les banquettes d'extraction sur lesquelles les engins doivent circuler ont une largeur supérieure à 10m.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Décapage - découverte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, remise en état
Prescription contrôlée : <u>Article 10.1. Technique de décapage</u> (arrêté ministériel relatif aux exploitations de carrières) Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux [...]. <u>Article 8.1.7.3 Décapage – découverte</u> (arrêté préfectoral n°2010323 – 0005 du 19 novembre 2010) Le décapage des terrains sera réalisé au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation. Il sera limité à une bande de 20 mètres en avant du front d'excavation. Les opérations de décapage et de stockage provisoires des matériaux de découverte seront réalisées de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles. Ces terres et déblais seront réutilisés le plus rapidement possible, éventuellement au fur et à mesure, de la remise en état du site. Afin de préserver leur valeur agronomique, la terre végétale sera stockée sur une hauteur inférieure à 2 m. Ces stocks seront constitués par simple déversement, sans circulation sur la terre ainsi stockée. La commercialisation de la terre végétale décapée sur le site est interdite.
Constats : Le plan de gestion des déchets du 18/05/2022 identifie les terres de décapage comme déchet classifié 01 01 02 et précise son utilisation pour la remise en état de l'ISDI de QUES (détenu par Colas) distincte de la carrière et distante d'environ 550 mètres à vol d'oiseau. Ces matériaux ne sont pas quantifiés. Ces matériaux n'ont pas vocation à sortir du site et doivent être réutilisée pour la remise en état du site de la carrière (pas d'un autre site) conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel visés ci-dessus. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit réutiliser les terres de décapage et découverte pour la remise en état de la carrière conformément aux arrêtés ministériel et préfectoral. L'exploitant doit mettre à jour son plan de gestion des déchets afin que l'usage des terres de décapage issues de la carrière soit conformes à cette utilisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Réponse de l'exploitant :